



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 19/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BERGANTON BIOGAZ

75 RTE D ARCACHON

--

33610 Cestas

Références : 26-015
Code AIOT : 0100014534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement BERGANTON BIOGAZ implanté Chemin de Laperge 33127 St Jean d Illac. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 10 décembre 2025 vise à vérifier la conformité des conditions d'exploitation de l'installation suite à la mise en œuvre en juillet 2024 des modifications faisant passer l'installation sous le régime d'enregistrement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERGANTON BIOGAZ
- Chemin de Laperge 33127 St Jean d Illac
- Code AIOT : 0100014534
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BERGANTON BIOGAZ exploite une installation de méthanisation de matières organiques en voie liquide sur la commune de Saint Jean d'Ilac, au lieu-dit « Lande de Laperge ». La capacité de traitement à 29 200 t/an, soit une capacité journalière de traitement de déchets de 80 t/j.

Le site dispose d'un stockage déporté de digestat de 5 000 m³, situé à 3,8 km environ de l'installation de méthanisation, au lieu-dit « France » à St Jean d'Ilac.

Les activités étaient initialement exercées sous le régime de déclaration depuis le mois de juin 2021 (une télédéclaration en ce sens avait été réalisée en date du 20 juin 2019). Une demande d'enregistrement a été déposée en février 2023 afin d'augmenter la capacité de traitement du méthaniseur. L'exploitation des installations est désormais encadrée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 13 mars 2024.

Les modifications liées à l'augmentation de la capacité de traitement ont été mises en œuvre en juillet 2024. Seule l'unité d'épuration du biogaz a évolué : une membrane a été rajoutée afin que le système soit correctement dimensionné (les digesteurs étaient déjà dimensionnés pour traiter les quantités de déchets sous le régime d'enregistrement).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|--|--|-----------------------|
| 2 | Collecte des eaux | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 3 | Rejets aqueux | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 45 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 6 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21 (extrait) | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 8 | Destruction du biogaz | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 9 | Programme de maintenance préventive | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 10 | Phase de démarrage | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 12 | Stockage du digestat | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 13 | Epuration du | Arrêté Ministériel du | Demande de justificatif à | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|---------------------------|--|-----------------------|
| | biogaz | 12/08/2010, article 47bis | l'exploitant, Demande d'action corrective | |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Confinement des eaux d'extinction incendie | Arrêté Préfectoral du 13/03/2024, article 1.5.3 | Sans objet |
| 4 | Stockage du biogaz | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14bis (extrait) | Sans objet |
| 5 | Accessibilité | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18-II (extrait) | Sans objet |
| 11 | Rétention | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 (extrait) | Sans objet |
| 14 | Composition du biogaz et prévention de son rejet | Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 48 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des écarts réglementaires sont relevés. L'exploitant doit mettre en place les mesures nécessaires et transmettre les justificatifs demandés par l'Inspection des installations classées dans les délais fixés dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux d'extinction incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2024, article 1.5.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place du dispositif d'obturation |
| Prescription contrôlée : Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant met en place un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer le confinement des eaux susceptibles d'être polluées (lors d'un accident ou d'un incendie) conformément aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 susvisé. |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté qu'une vanne à commande électrique, située en amont des bassins de décantation et interne au site, a été mise en place afin d'isoler le réseau de collecte des eaux météoriques. Par courriel du 17 décembre 2025, l'exploitant a transmis la facture du 30 novembre 2023 établie par HAUTES LANDES IRRIGATION concernant la commande d'une vanne motorisée avec commande électrique. La commande est accessible depuis le pupitre de contrôle localisé à côté des puits de collecte des eaux pluviales et des jus des silos d'ensilage. Par conséquent, celle-ci n'est pas commandable à distance (par exemple depuis le système de surveillance du procédé de méthanisation) et nécessite un déplacement à proximité de la vanne.</p> <p>Ainsi, en cas d'incendie ou de sinistre, les eaux d'extinction incendie sont collectées sur la voirie du site et envoyées vers la rétention des digesteurs via une pompe de relevage.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant rend le dispositif d'obturation permettant le confinement des eaux d'extinction incendie commandable à distance sous un délai de trois mois.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Collecte des eaux

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de gestion</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduelles sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons. Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.</p> <p>« Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prévues à l'article 42.</p> <p>« Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.</p> <p>« L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.</p> <p>« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>« En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>« En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> |

« En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.

« Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

« En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 42 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Le réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement sur la voirie du site est distinct du réseau de collecte des jus d'ensilage. Un trieur a été aménagé en amont des puits de collecte de ces deux types d'effluents afin de séparer les deux réseaux : sa présence a été constatée durant l'inspection.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les effluents sont gérés de la manière suivante :

- les eaux pluviales de voirie sont récupérées de manière gravitaire vers le puits de collecte dédié aux eaux pluviales, et sont dirigées vers les bassins de décantation et de traitement à l'aide d'une pompe de relevage. Elles sont ensuite rejetées dans le fossé qui borde le site, puis vers une craste qui se déverse ensuite dans la Garonne.
- les jus issus des silos de stockage d'intrants sont collectés par un réseau spécifique (chaque silo est équipé de son propre réseau) et dirigés vers le puits de collecte des jus. Ils sont ensuite envoyés via une pompe de relevage vers le post digesteur pour être réintégrés au process de méthanisation. Lorsque l'un des silos est vide et propre, les eaux pluviales ruisselant sur le sol du silo sont récupérées via le réseau de collecte des eaux pluviales de voirie : un système de vanne manuelle est mis en place au niveau du trieur pour diriger ces eaux vers le réseau d'eaux pluviales.

Comme indiqué au précédent point de contrôle, les eaux d'extinction incendie seront stockées au niveau de la zone de rétention des digesteurs. Le volume de rétention disponible est de 4 290 m³ (il correspond à 50 % du volume total des digesteurs et des cuves de stockage d'intrants).

Le volume de rétention dédié aux eaux d'extinction incendie est évalué à 227 m³ selon le document technique D9A (le calcul est joint à la demande d'enregistrement).

Le jour de l'inspection, il a été constaté que :

- la zone de rétention des digesteurs est bordée par un merlon végétalisé ;
- une vanne d'isolement manuelle, maintenue en position fermée par défaut afin de garantir la rétention, est présente en aval de la zone de rétention. L'exploitant la bascule, au besoin, en position ouverte de manière ponctuelle et sur une durée limitée lorsque la rétention contient des eaux pluviales et qu'une vidange est nécessaire.

Selon les indications de l'exploitant et compte tenu des données figurant dans la demande d'enregistrement, l'étanchéité du sol de la rétention est assurée par un traitement de sol avec un

liant hydraulique (type LIGEX de Ciment Calcia) sur une épaisseur de 35 cm et un compactage en fond de fouille. Un test de perméabilité du sol de la rétention a été réalisé par ALIOS en juin 2023 : la perméabilité est évaluée à $1,6.10^{-8}$ m/s, soit inférieure à 10^{-7} m/s conformément aux dispositions de l'article 30-III de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 applicable à l'installation. Au regard de ce qui précède, le volume de rétention pour le confinement des eaux d'extinction incendie est donc disponible. L'entretien des pompes de relevage n'a pas été contrôlé durant le temps imparti de l'inspection.

Point non abordé le jour de la visite : Les modalités de gestion des jus issus des silos lors de fortes intempéries afin d'éviter un débordement des cuves des digesteurs n'ont pas été évoquées. Pour rappel, l'ensemble des effluents provenant des silos d'ensilage est dirigé vers ces cuves (jus d'ensilage et eaux pluviales ruisselant sur les silos). Les dispositifs permettant de diriger les eaux provenant des silos d'ensilage vers le réseau de collecte des eaux pluviales et vers la rétention étant manuels, l'exploitant devra détailler le mode de gestion en dehors des périodes ouvrées (cette demande est reprise ci-dessous).

De même, les modalités de gestion des effluents au niveau du trieur en cas de fortes pluies n'ont pas été abordées, en particulier les risques de débordement des effluents du réseau de collecte des jus d'ensilage vers le réseau de collecte des eaux pluviales de voirie. L'exploitant a uniquement indiqué que le muret en béton séparant les deux réseaux au niveau du trieur a été rehaussé jusqu'à la grille en surface en vue d'éviter tout débordement. Néanmoins, aucun élément probant justifiant le bon dimensionnement de ce dispositif n'a été fourni.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie, sous un délai de trois mois, la mise en place de l'entretien et de la maintenance des pompes de relevage. Les justificatifs pour l'entretien de l'année 2025 sont transmis à l'Inspection des installations classées sous ce même délai.

Sous ce même délai, l'exploitant décrit la procédure de gestion des effluents provenant des silos d'ensilage en cas d'épisodes pluvieux d'intensité exceptionnelle au regard des remarques formulées ci-dessus.

De plus, le dossier d'enregistrement prévoit que les eaux pluviales de voirie sont récupérées de manière gravitaire vers le puits de collecte dédié aux eaux pluviales, et sont dirigées vers les bassins de décantation, de traitement et d'infiltration. Ces modalités de gestion ne correspondent pas à celles décrites par l'exploitant le jour de l'inspection (pour rappel, l'exploitant a précisé durant l'inspection que ces effluents sont rejetés dans un fossé bordant le site, puis dirigés vers une craste et enfin vers la Garonne). L'exploitant se positionne sur ce sujet sous un délai de trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 45 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets |
| Prescription contrôlée : <p>Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 42 est effectuée sur les effluents rejetés au moins une fois chaque année par l'exploitant et tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure de ce débit.</p> |
| Constats : <p>Les analyses de rejets aqueux sont réalisées à fréquence annuelle par le laboratoire HITACHI (le laboratoire se charge également de l'étalonnage).</p> <p>Les prélèvements sont effectués par l'exploitant (2 prélèvements instantanés dans 2 flacons d'un litre) en sortie des bassins avant rejet au fossé.</p> <p>Les résultats des mesures annuelles du 19 décembre 2024 et du 11 décembre 2025 ont respectivement été transmis par courriel du 17 décembre 2025 et du 8 janvier 2026.</p> <p>Le pH n'a pas été mesuré pour ces deux analyses. De même, la température n'a pas été prise en compte pour les mesures de 2024 (aucune valeur n'est affichée). Ceci constitue une non conformité susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure.</p> <p>Les autres paramètres listés à l'article 42 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 figurent bien dans la surveillance des rejets pour ces deux années. Aucun dépassement n'est observé pour ces substances.</p> <p>Néanmoins, il est à noter que les VLE (valeur limite d'émission) en concentration de certains paramètres listés à l'alinéa c de l'article 42 susvisé dépendent du flux. Or, le flux n'a pas été mesuré, ce qui ne permet pas de déterminer la VLE à respecter. Les résultats pour 2024 restent néanmoins conformes considérant que les concentrations mesurées restent en deçà des plus petites VLE fixées.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant inclut dans la surveillance des rejets aqueux de l'installation, sous un délai de trois mois :</p> |

- l'ensemble des paramètres définis à l'article 42 de l'arrêté ministériel applicable à l'installation (y compris le pH et la température) ;
- la mesure des flux pour les paramètres concernés.

Les rapports d'analyses doivent détailler la méthode d'échantillonnage utilisée, c'est à dire si les échantillons sont réalisés soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Stockage du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14bis (extrait)

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs d'ancrage

Prescription contrôlée :

[...] Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé que le dispositif d'ancrage du système de stockage de biogaz est assurée par un boudin d'air comprimé qui pince les bâches du gazomètre au niveau des parois des cuves (ce système garantit l'étanchéité du dispositif d'ancrage). Des sangles de maintien de la bâche du gazomètre sont présentes et garantissent la redondance du dispositif d'ancrage.

Ces indications vont dans le sens des données figurant dans la demande d'enregistrement. Un schéma illustrant le système de maintien de l'étanchéité entre le système de stockage de biogaz et la paroi des cuves est notamment joint au dossier d'enregistrement. Ce schéma permet également de visualiser le système de sangle assurant la redondance du dispositif d'ancrage.

Durant l'inspection, il a été constaté la présence de ce système au niveau des trois cuves (digesteurs et post-digester).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18-II (extrait)

Thème(s) : Risques accidentels, Voie "engins"

Prescription contrôlée :

Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

| |
|---|
| <p>[...]</p> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 10 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site ne comporte pas de voie dite « engins » sur l'ensemble du périmètre de l'installation.</p> <p>Il dispose toutefois d'une voie bitumée au niveau de l'allée centrale d'une largeur d'une vingtaine de mètres, ce qui permet donc aux engins de secours de faire demi-tour. La configuration de l'allée centrale du site garantit la présence d'une aire de retournement d'un diamètre supérieur à 10 mètres.</p> <p>Le jour de l'inspection, la voie « engins » était dégagée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Installations électriques

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21 (extrait)</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant précise que les installations électriques suivantes peuvent, en cas de panne électrique, fonctionner à l'aide d'un groupe électrogène de secours : le compresseur, les ventilateurs de gonflage de la toiture et la torchère.</p> <p>En cas de panne électrique, le système bascule automatiquement sur le groupe électrogène. Sa présence a été constatée durant la visite d'inspection.</p> <p>Le fonctionnement du groupe électrogène est contrôlé de manière hebdomadaire en interne (test de démarrage, contrôle des niveaux d'huile et de carburant). L'exploitant tient à jour un tableau de suivi : pour la semaine du 8 au 14 décembre, le contrôle réalisé le 9 décembre ne soulève aucun dysfonctionnement.</p> <p>Par ailleurs, le rapport d'entretien des installations électriques a été transmis par courriel du 17</p> |

décembre 2025 (rapports Q18 et Q19).

Le dernier contrôle annuel réalisé le 15 juillet 2025 par DEKRA a consisté en une vérification complète des installations électriques. Quelques observations sont relevées (rapport Q18) mais elles ne remettent pas en cause la conformité des installations.

L'exploitant précise que lors du contrôle Q18, DEKRA procède notamment à une coupure électrique permettant de s'assurer du déclenchement automatique du groupe électrogène (cette action n'est pas spécifiquement formalisée dans le rapport de conclusions).

Le compte rendu Q19 (contrôle par thermographie infrarouge) effectué par DEKRA le 3 octobre 2025 met en évidence une anomalie au niveau du local technique : un échauffement anormal est constaté au niveau d'une borne en raison d'un défaut de connexion. DEKRA préconise de reprendre la connexion ou de remplacer le matériel avant le prochain contrôle thermographique annuel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède aux réparations préconisées par DEKRA dans le rapport Q19, sous un délai de trois mois, afin de remettre en bon état les installations électriques du local technique. Il précise sous ce même délai si le système de surveillance et de supervision du procédé de méthanisation est relié au groupe électrogène en cas de panne électrique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures ;

- de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.

A défaut de ces appareils d'incendie et robinets d'incendie armés, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances à proximité du stock de matières avant traitement. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation.

L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est

couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.

Constats :

Le débit d'eau requis pour la défense incendie du site est évalué à 60 m³/h selon le document technique D9 (le calcul est joint à la demande d'enregistrement).

Afin d'assurer ce débit, le site dispose d'une réserve d'eau incendie de 120 m³ (bâche souple). Durant l'inspection, il a été constaté qu'elle était accessible et matérialisée par une chaîne.

Comme recommandé par le SDIS dans son avis de mars 2023 émis lors de la demande d'enregistrement, l'exploitant procède à un contrôle annuel fonctionnel de la réserve. Il consiste notamment en une vérification de son accessibilité, nettoyage, du volume disponible et de l'état des dispositifs d'aspiration.

Le dernier contrôle réalisé par ARC INCENDIE le 16 juin 2025 met en évidence trois non-conformités. Deux ont été résolues en interne le 18 juin 2025. La non-conformité restante porte sur la localisation de la réserve (passage trop étroit au niveau du coin arrière droit de la bâche). Le rapport atteste toutefois que les prises de mise en aspiration restent accessibles : les constats établis durant l'inspection du 10 décembre 2025 vont également en ce sens.

Au regard des constats, le débit d'eau requis pour la défense incendie est disponible.

Par ailleurs, le site dispos d'extincteurs disposés au niveau des trémies d'alimentation, du local technique et du process d'épuration du biogaz.

Le rapport de maintenance annuelle établi par EXPABA (compte-rendu Q4 et rapport de vérification datés du 16 juin 2025) atteste de la conformité des dispositifs et de leur bon état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place, sous un délai de trois mois, les mesures nécessaires pour lever la non-conformité restante du rapport du contrôle annuel fonctionnel de la réserve d'eau incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des émissions de gaz / torchère

Prescription contrôlée :

L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation de celui-ci. Cet équipement « est présent en

permanence sur le site et »est muni d'un arrête-flammes. « Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article. » Dans le cas d'utilisation d'une torchère, le dossier d'enregistrement en précise les caractéristiques essentielles et les règles d'implantation et de fonctionnement.

[...] Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.

[...]

Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes.

Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.

Constats :

Le site dispose d'une torchère dont le déclenchement est asservi au volume de biogaz stocké dans les gazomètres (elle se déclenche dès lors que le volume de biogaz présent atteint 91 % du volume disponible dans le gazomètre. Selon l'exploitant, elle est munie d'un arrête-flamme et peut, au besoin, être mise en marche de manière manuelle.

L'exploitant a transmis le tableau de suivi du temps de torchage par courriel du 17 décembre 2025. Selon ce tableau, au jour de l'inspection, la torchère n'aurait été mise en marche que 12 jours entre les mois de mars et juillet 2025 (en raison de défaut de poste de réinjection, de maintenance de l'unité d'épuration et de panne du compresseur d'épuration).

Le débit de la torchère est de 600 Nm³/h. Aussi, les événements de dépassement de la capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures de la torchère à déclarer seraient donc les événements pour lesquels le volume de biogaz torché serait supérieur à 3600 Nm³/jour en dehors des opérations de maintenance et des périodes d'indisponibilité du réseau de valorisation du biométhane.

Selon le tableau susvisé, plus de trois événements sont à recenser (déclenchement de la torchère en raison d'une panne du compresseur du système d'épuration) : 18 et 19 avril 2025, 16, 17, 18 et 19 juillet 2025 (les durées de torchage les plus importantes étant celles des 17 et 17 juillet 2025 pour des temps de torchage de 23 h).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communique, sous un délai de trois mois, à l'inspection des installations classées un bilan des événements de dépassement de la capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures de la torchère (soit les événements pour lesquels le volume de biogaz torché serait supérieur à 3600 Nm³/jour en dehors des opérations de maintenance et des périodes d'indisponibilité du réseau de valorisation du biométhane), une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions réglementaires applicables.

Il est rappelé à l'exploitant que le suivi du temps de torchage reste obligatoire quelle que soit la situation, et ce même en dehors des périodes d'opération de maintenance et d'indisponibilité du réseau de valorisation du biométhane.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'exploitation / programme de maintenance

Prescription contrôlée :

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Il inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.

[...]

L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz « au sein du digesteur et de la cuve de percolat pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse ». L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés.

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz

mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.

Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :

- le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ;
- la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ;
- les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.

Constats :

L'installation est équipée d'un outil de suivi et de surveillance du process de méthanisation. Le poste de commande est localisé dans le local technique situé entre les deux digesteurs. Cet outil est également accessible sur le PC portable du responsable du site. Il permet notamment de suivre et de mesurer en continu la température dans les différentes cuves, la composition du biogaz produit (teneur en CH₄, H₂S, CO₂), la pression dans les digesteurs, les niveaux de digestats, etc.

Le suivi des opérations de maintenance de l'installation de méthanisation est réalisé à l'aide d'un tableur informatique sur lequel l'exploitant reporte les échéances.

Une partie des vérifications est effectuée par le constructeur du site (Kanadevia).

Le programme de maintenance est joint à la demande d'enregistrement. Il présente les différentes opérations d'entretien à mener selon les différentes fréquences de surveillance. **Il est à noter que certains contrôles ne sont pas repris dans ce programme bien que réalisés au regard des justificatifs transmis (notamment les contrôles des détecteurs de gaz, des capteurs de pression, contrôles semestriels d'étanchéité des équipements de type système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes, vis-à-vis du risque de corrosion, contrôle annuel du groupe électrogène, vérification des moyens de lutte contre l'incendie, etc.).**

Selon l'exploitant, un suivi via un logiciel de type GMAO sera mis en place en 2026 afin d'améliorer la gestion de la maintenance. Cet outil recensera l'ensemble des opérations de maintenance et d'entretien.

Ont été transmis par courriel du 17 décembre 2025, les rapports d'entretien et de maintenance suivants sur demande de l'Inspection des installations classées :

- rapports semestriels pour l'année 2025 des contrôles de l'état et l'étanchéité des équipements (notamment vannes, hublots, soupape, système de maintien de la bâche de couverture des gazomètres, etc.) : les interventions de maintenance du 4 mars et 11 septembre 2025 réalisées par Kanadevia ne soulèvent aucune remarque.
- détecteurs de gaz : les rapports de vérification semestrielle du 17 avril et 6 octobre 2025 établis par Kanadevia ne mettent pas en évidence de dysfonctionnement.

- capteurs de niveau : les capteurs sont contrôlés en interne de manière quotidienne. Les résultats sont tracés sur le tableau de suivi hebdomadaire de l'installation (évoqué au point de contrôle 6) : pour la semaine du 8 au 14 décembre, les contrôles quotidiens des 8 et 9 décembre 2025 n'ont pas soulevé de dysfonctionnement.
- capteurs de pression : les rapports de vérification semestrielle du 17 avril et 6 octobre 2025 établis par Kanadevia ne mettent pas en évidence de dysfonctionnement (un calibrage des sondes est notamment effectué lors de la maintenance).
- générateur d'oxygène : le rapport de contrôle annuel Kanadevia pour l'intervention du 1^{er} septembre 2025 ne soulève aucune remarque.
- tableau de contrôle en interne annuel du groupe électrogène : aucun dysfonctionnement n'est observé depuis la mise en service initiale de 2021 (le contrôle consiste en particulier à un remplacement des filtres et une vidange). Comme indiqué précédemment, un contrôle hebdomadaire est également réalisé en interne : ce point est abordé au point de contrôle 6.

Concernant les capteurs de niveau, l'exploitant indique que leur mode de fonctionnement est le suivant :

- pour les cuves des digesteurs : un capteur est présent sur chacune des deux cuves en point bas. Il permet de mesurer le poids du digestat présent dans la cuve en continu et le convertit en volume. Une sonde est disposée en point haut de la cuve (à une hauteur d'environ 5,4m). Dès lors que le digestat atteint cette sonde, une alarme se déclenche et l'installation s'arrête automatiquement. Le volume de digestat étant évalué de manière instantanée via le capteur de niveau en point bas, l'exploitant reste vigilant et met en place les mesures nécessaires dès lors que le digestat atteint une hauteur de 5 mètres dans la cuve.
- pour la cuve du post-digester : le dispositif est constitué par une sonde disposée dans un tuyau et munie d'un système de laser qui permet d'évaluer le niveau du digestat. Les modalités d'alerte (hauteur seuil déclenchant l'arrêt de l'installation, etc.) restent identiques à celles des digesteurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met à jour, sous un délai de trois mois, son programme de maintenance préventive au regard des remarques formulées ci-dessus en incluant l'ensemble des vérifications et des entretiens des équipements de sécurité exigés par la réglementation en vigueur et déjà réalisés dans le cadre de la surveillance et du suivi de son installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Phase de démarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle étanchéité et consigne

Prescription contrôlée :

L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les dépressions est vérifiée lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés dans un registre.

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation « , à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations ». Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion (inertage, dilution par ventilation...), qu'il met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

Constats :

L'étanchéité des digesteurs a été contrôlée lors de la mise en service initiale de l'installation en juin 2021. Le certificat d'étanchéité établi en conséquence par BIOGAS SERVICE TARMSTEDT le 9 juillet 2021 a été communiqué par courriel du 17 décembre 2025.

Depuis, aucun des digesteurs n'a été mis à l'arrêt et n'a donc été redémarré. Pour rappel, les modifications liées à l'augmentation de la capacité de traitement mises en œuvre en juillet 2024 ont uniquement fait évoluer l'unité d'épuration du biogaz.

Toutefois, un contrôle annuel de l'ensemble de l'étanchéité de l'installation est réalisé par caméra thermique (digesteurs, unité d'épuration, canalisations, soupapes, etc.). Le contrôle pour l'année 2025 s'est déroulé le 19 mars (rapport BUREAU VERITAS du 26 mars 2025) : plusieurs fuites ont été identifiées. L'ensemble des réparations (reprise d'étanchéité) a été mis en œuvre soit durant l'intervention, soit à l'issue du contrôle le 20 mars 2025.

Dans sa demande d'enregistrement, l'exploitant indique la procédure à suivre pour le redémarrage de l'installation suite à un arrêt programmé du système (et notamment si une intervention à l'intérieur du digesteur est nécessaire) :

- Arrêt de l'alimentation du système en substrats ;
- Ouverture des soupapes
- Soutirage normal de la matière après digestion ;
- Soutirage normal du biogaz
- Ouverture de la couverture du digesteur par beau temps et après avoir mis à l'arrêt tous les équipements mécaniques et électriques (les opérateurs sont dotés de détecteurs de méthane et d'hydrogène sulfuré)
- Inertage éventuel
- Ventilation naturelle du biogaz résiduel

La consigne établie par le constructeur est jointe à la demande d'enregistrement mais aucune procédure spécifique n'a été rédigée par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant établit, sous un délai de trois mois, une consigne spécifique à son site des mesures à mettre en place lors des phases de démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation à partir des consignes fournies par le constructeur conformément aux dispositions réglementaires en vigueur applicables à l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 (extrait)

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de rétention

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO₅, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10⁻⁷ mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu.

Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans. [...]

Constats :

Les cuves des digesteurs et post-digesteur sont semi-enterrées (sur une hauteur d'1 m selon l'exploitant et selon la demande d'enregistrement). Elles disposent d'une zone de rétention présentant un volume de 4 290 m³.

Comme indiqué au point de contrôle 2 :

- ce volume correspond à 50 % du volume total des digesteurs et des cuves de stockage d'intrants, également présentes dans la zone de rétention. Le calcul du dimensionnement de la rétention est joint à la demande d'enregistrement et n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection des installations classées.
- un test de perméabilité du sol de la rétention a été réalisé par ALIOS en juin 2023 : la perméabilité est évaluée à 1,6.10⁻⁸ m/s, soit inférieure à 10⁻⁷ m/s correspondant au coefficient de perméabilité maximal fixé par la réglementation en vigueur.
- la zone de rétention est munie d'une vanne manuelle d'isolement maintenue par défaut en position fermée. Sa présence a été constatée durant l'inspection du 10 décembre 2025

: celle-ci était bien fermée.

Le jour de l'inspection du 10 décembre 2025, l'exploitant précise que les cuves susvisées sont équipées d'un dispositif de drainage et de regards de contrôle pour collecter les éventuelles fuites.

La présence des regards au niveau des cuves des digesteurs et post-digesteur a bien été constatée durant l'inspection. Le regard du post-digesteur a été ouvert par l'exploitant : aucune fuite n'est identifiée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Stockage du digestat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34

Thème(s) : Risques chroniques, Lagunes de stockage

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produite sur une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son épandage est soit impossible, soit interdit, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et qu'il est en mesure d'en justifier en permanence la disponibilité.

La période de stockage prise en compte ne peut pas être inférieure à quatre mois.

Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage de digestats liquides ou d'effluents d'élevage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. Lorsque le stockage se fait à l'air libre, les ouvrages sont entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.

Les ouvrages de stockage des digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours. [...]

Constats :

Le jour de l'inspection du 10 décembre 2025, l'exploitant précise qu'à ce stade, la lagune déportée n'a pas encore été construite et que sa mise en place reste incertaine. Des études sont en cours sur la séparation des phases du digestat afin de mieux le valoriser : la partie solide serait stockée dans la lagune déjà présente est épandue et la partie liquide du digestat serait stockée sur site dans une cuve pour être ensuite épandue.

Pour rappel, la demande d'enregistrement prévoit :

- une production de digestat de 26 280 t/an, ou 26 280 m³/an ;
- une capacité totale de stockage de digestat de 15 000 m³ répartis entre la lagune déjà

présente sur site de 10 000 m³ et la nouvelle lagune déportée à construire de 5000 m³. En conséquence, le projet incluait donc une capacité de stockage permettant de faire face à une durée d'environ 6,8 mois de production de digestat liquide, sans possibilité d'épandage.

Or, au regard de ce qui précède, la seconde lagune de 5000 m³ n'étant pas construite, cette capacité de stockage n'est pas assurée.

La capacité actuelle de production de digestat est évaluée à 21 900 t pour l'année 2025, soit une production inférieure à celle annoncée dans la demande d'enregistrement. La capacité totale de stockage de digestat nécessaire est donc actuellement inférieure à celle estimée dans la demande d'enregistrement.

Néanmoins, le respect des dispositions de l'article 34 de l'arrêté ministériel applicable à l'installation n'est pas justifié, à savoir l'adéquation entre la capacité de stockage des digestats et la production de digestat sur une période d'au moins quatre mois.

L'exploitant n'a été en mesure d'indiquer si la lagune de 10 000 m³ présente sur site est munie d'une double géomembrane et de dispositif de contrôle d'étanchéité (des échanges sont en cours avec le constructeur sur ce sujet).

Le jour de l'inspection, l'exploitant confirme, conformément à la demande d'enregistrement, que le temps de séjour du digestat est d'environ 122 jours dans les digesteurs et post-digesteur. La lagune de stockage ne nécessite donc pas d'être couverte.

De plus, durant le contrôle, il a été constaté que la lagune de stockage des digestats liquides n'est pas clôturée, une simple chaîne est disposée au niveau de son chemin d'accès, ce qui ne garantit pas une sécurité optimale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois, l'exploitant fournit une justification précise de l'adéquation entre la capacité de stockage des digestats et la production actuelle de digestat sur une période d'au moins quatre mois considérant l'absence de la lagune de stockage déportée de 5000 m³. Cette justification doit démontrer que les dispositifs de stockage de digestats actuels sont dimensionnés de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel, conformément aux prescriptions en vigueur.

Dans le cas où le projet de construction de la lagune déportée de 5000 m³ est abandonné, l'exploitant porte à la connaissance du préfet de la Gironde la modification apportée à son installation conformément aux dispositions de l'article R.512-46-23-II du code de l'environnement. Dans ce cadre, il justifie le respect des dispositions précitées au regard :

- de la capacité de production de digestats prise en compte dans la demande d'enregistrement, à savoir 26 280 t/an, ou 26 280 m³/an ;
- des volumes de digestat évacués en veillant à préciser les périodes auxquelles ces opérations sont réalisées.

De plus, l'exploitant met en place sous un délai de trois mois une clôture de sécurité efficace autour de la lagune de stockage des digestats liquides, afin de garantir une sécurité optimale.

| |
|--|
| Enfin, il justifie, sous un délai de trois mois, que la lagune de stockage de 10 000 m ³ présente sur le site est munie d'une double géomembrane et de dispositif de contrôle d'étanchéité. Le cas échéant, il équipe la lagune de ces dispositifs sous un délai d'un an. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 13 : Epuration du biogaz

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 47bis |
| Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'émission de méthane |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm³/h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit. - 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm³/h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit. » <p>Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique que la capacité de production de biométhane est de 280 Nm³/h. Par conséquent, celle-ci étant supérieure à 50 Nm³/h, l'émission du méthane dans les offgaz doit être limitée à 0,5 % du volume de biométhane (à compter du 1^{er} janvier 2025).</p> <p>Le respect de la valeur est contrôlé lors du test de performance annuel de l'épurateur (il consiste en un suivi continu de l'épurateur sur 24 h). Ce test inclut un suivi des émissions de méthane dans les gaz d'effluents.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport présentant les résultats de ce test pour l'année 2024 (rapport du 1^{er} juillet 2024 établi par HITACHI) par courriel du 17 décembre 2025 : l'émission de méthane mesurée est de 0,86 %. La valeur est conforme au seuil de 1 % applicable en 2024.</p> <p>Selon l'exploitant, il est prévu que la société Kanadevia intervienne pour procéder à un réglage de l'installation d'épuration du biogaz en vue de respecter le nouveau seuil d'émission de méthane applicable. L'exploitant précise qu'il ne respectera donc pas ce seuil pour l'année 2025, mais qu'il prévoit de l'atteindre pour 2026.</p> |

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant met en œuvre, sous un délai de trois mois, les mesures nécessaires pour respecter la valeur maximale d'émission de méthane applicable dans les offgaz (soit 0,5 % de biométhane produit), et procède notamment au réglage de l'épurateur de biogaz. Il transmet, sous ce même délai, les résultats pour l'année 2025. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 14 : Composition du biogaz et prévention de son rejet

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 48 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du biogaz |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.</p> <p>La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur. Les résultats des mesures et des contrôles effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations classées pendant une durée d'au moins trois ans.</p> <p>La teneur en H₂S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est inférieure à 300 ppm.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz produit est mesurée en continu en sortie des digesteurs et au niveau de l'épurateur.</p> <p>Ces données figurent au niveau du pilote de contrôle situé dans le local technique entre les deux digesteurs. Les mesures sont actualisées toutes les 45 minutes.</p> <p>Le tableau de bord est également accessible via le logiciel installé sur l'ordinateur portable du responsable du site.</p> <p>Durant l'inspection, il a été constaté une teneur de 36 ppm en H₂S.</p> <p>Ce point est conforme et n'appelle pas de commentaire de la part de l'Inspection.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |